

3.7 Étrangers - Immigrés

En 2014, 4,2 millions d'étrangers et 6,0 millions d'immigrés vivent en France, soit respectivement 6,4 % et 9,1 % de la population totale. L'immigration en France est un phénomène ancien. Après une stabilisation dans les années 1990, la population des immigrés augmente à nouveau depuis 1999. Jusqu'au milieu des années 1970, les flux d'immigration étaient majoritairement masculins, comblant les besoins de main-d'œuvre nés de la reconstruction d'après-guerre, puis de la période des Trente Glorieuses. Depuis, la part des femmes est croissante, qu'il s'agisse de regroupement familial ou non. À partir du milieu des années 1980, les femmes migrent de plus en plus souvent pour des raisons autres que familiales, par exemple pour trouver un emploi en adéquation avec leur diplôme ou pour suivre des études. En 2014, 51 % des immigrés sont des femmes, contre 44 % en 1968.

Depuis 1975, les origines géographiques des immigrés présents en France se diversifient. La part des immigrés originaires d'Europe se réduit et atteint 36 % en 2014 (66 % en 1975). Cette baisse s'explique notamment par la diminution du nombre d'immigrés venus d'Espagne et d'Italie en raison des décès ou des retours au pays. Depuis 1999, les origines des immigrés européens sont de plus en plus variées, avec une part croissante d'immigrés nés en Europe de l'Est ou au Royaume-Uni. En 2014, 44 % des immigrés sont nés dans un pays du continent africain. Les personnes nées au

Maghreb représentent 30 % de l'ensemble des immigrés, une proportion stable depuis les années 1980. L'immigration d'Afrique subsaharienne est plus récente et concerne surtout des pays autrefois sous administration française. Enfin, 15 % des immigrés sont originaires d'Asie. La migration en provenance des pays d'Asie autres que le Cambodge, le Laos et le Viêt Nam s'est accrue sur la période récente.

En 2016, le flux annuel des acquisitions de la nationalité française, avec 119 200 nouveaux Français, augmente par rapport à 2015 (+ 4,9 %). Cette hausse est principalement liée à la progression des acquisitions de la nationalité par décret (+ 10,6 %).

En 2016, le taux de chômage des étrangers (20 %) est deux fois supérieur à celui des personnes de nationalité française (9 %). Cette différence est encore plus marquée pour les étrangers non originaires de l'Union européenne (UE), notamment les femmes (27 %). Environ 6 % des actifs sont étrangers. Ces derniers sont surreprésentés parmi les ouvriers (10 %) et les artisans, commerçants et chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus (9 %). Ils sont au contraire sous-représentés parmi dans les professions intermédiaires (3 %) et les cadres (5 %).

La proportion d'étrangers dans la population de l'UE est de 7,2 %, soit une part proche de celle observée en France (6,6 %). ■

Définitions

Étranger : personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Immigré : population constituée des personnes nées étrangères à l'étranger et résidant en France. Elle comprend donc en partie des personnes qui, depuis leur arrivée, ont acquis la nationalité française. À l'inverse, elle exclut les Français de naissance nés à l'étranger et résidant en France et les étrangers nés en France. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Nationalité, naturalisation : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « France, portrait social », *Insee Références*, édition 2017.
- « L'accès à la nationalité française », *L'essentiel de l'immigration chiffres clefs*, DSED, juillet 2017.
- « Le parcours des étudiants étrangers arrivés en France entre 2002 et 2016 », *Infos migrations* n° 88, DSED, juin 2017.
- « L'analyse des flux migratoires entre la France et l'étranger entre 2006 et 2015 », *Insee Focus* n° 78, mars 2017.
- « Être né en France d'un parent immigré. Une population diverse reflétant l'histoire des flux migratoires », *Insee Première* n° 1634, février 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Acquisitions de la nationalité française

en milliers

	2000	2015	2016	
				part en %
Acquisitions enregistrées	141 455	111 878	117 084	98,3
Acquisitions par décret	77 478	61 564	68 067	57,1
naturalisations	68 750	58 858	65 524	55,0
réintégrations	8 728	2 706	2 543	2,1
Acquisitions par déclaration	63 977	50 314	49 017	41,1
déclaration anticipée	35 883	24 159	27 100	22,7
par mariage	26 056	25 044	20 708	17,4
autres déclarations	2 038	1 111	1 209	1,0
Acquisitions sans formalités	8 570	1 730	2 068	1,7
Total	150 025	113 608	119 152	100,0

Sources : ministère de l'Intérieur ; ministère de la Justice, SDSE.

Part des étrangers et des immigrés au sein des actifs selon la catégorie socioprofessionnelle en 2016

	Population active en milliers	Part d'étrangers en %	Part d'immigrés en %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise (10 salariés ou +)	1 830	8,8	13,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4 897	4,5	8,2
Professions intermédiaires	7 242	3,2	5,7
Employés	8 135	6,3	10,5
Ouvriers	6 348	10,1	14,3
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	490	12,9	15,5
Ensemble¹	29 556	6,3	10,0
dont salariés	23 442	5,5	9,0

1. Hors catégorie socioprofessionnelle non déclarée.

Lecture : en 2016, 10,1 % des ouvriers sont étrangers et 14,3 % sont immigrés.
Note : les chômeurs sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.
Champ : France hors Mayotte, personnes des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Immigrés selon le pays de naissance en 2014

	Part en %	Effectif en milliers
Europe	36,1	2 157
UE	31,5	1 880
Espagne	4,1	247
Italie	4,8	287
Portugal	10,3	616
Royaume-Uni	2,5	149
Autres pays de l'UE	9,8	582
Autres pays d'Europe	4,6	277
Afrique	43,8	2 612
Algérie	13,0	774
Maroc	12,1	723
Tunisie	4,5	266
Autres pays d'Afrique	14,2	849
Asie	14,5	863
Turquie	4,3	250
Cambodge, Laos, Viêt Nam	2,8	160
Autres pays d'Asie	7,4	453
Amérique, Océanie	5,6	336
Total	100,0	5 967

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

Population étrangère et immigrée par sexe et âge en 2014

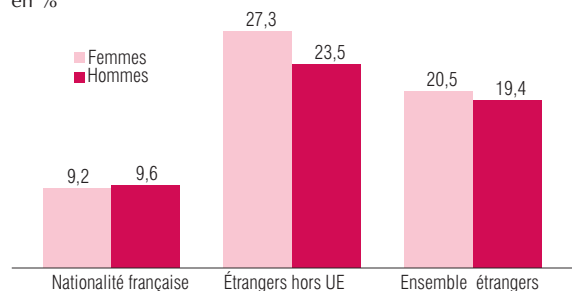
en %

	Étrangers	Immigrés
Part des hommes	50,4	48,7
Part de la population ayant :		
moins de 15 ans	16,9	4,8
15 à 24 ans	9,5	8,5
25 à 54 ans	48,7	54,2
55 ans ou plus	24,9	32,5
Nombre (en milliers)	4 200	5 967
Poids dans la population totale	6,4	9,1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

Taux de chômage selon la nationalité en 2016

en %



Champ : France hors Mayotte, personnes des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Population étrangère dans les pays de l'UE en 2016

	Population totale au 1 ^{er} janvier		Population active ¹	
	Étrangers ² en milliers	Part en %	Étrangers ² en milliers	Part en %
Allemagne	8 652	10,5	4 765	11,4
Autriche	1 249	14,4	689	15,6
Belgique	1 327	11,7	556	11,3
Bulgarie	74	1,0	6	0,2
Chypre	140	16,5	80	19,7
Croatie	41	1,0	3	0,2
Danemark	463	8,1	276	9,4
Espagne	4 418	9,5	2 686	11,9
Estonie	198	15,0	95	14,5
Finlande	228	4,2	91	3,5
France³	4 409	6,6	1 819	6,2
Grèce	798	7,4	321	6,8
Hongrie	156	1,6	29	0,6
Irlande	587	12,4	343	16,1
Italie	5 026	8,3	2 813	11,1
Lettonie	289	14,7	120	12,5
Lituanie	19	0,6	7	0,5
Luxembourg	269	46,7	147	53,1
Malte	31	7,1	8	3,8
Pays-Bas	835	4,9	380	4,3
Pologne	150	0,4	52	0,3
Portugal	389	3,8	127	2,6
Rép. tchèque	476	4,5	108	2,1
Roumanie ⁴	107	0,5	10	0,1
Royaume-Uni	5 641	8,6	3 612	11,3
Slovaquie	66	1,2	8	0,3
Slovénie	108	5,2	44	4,5
Suède	773	7,8	365	7,2

1. Population âgée de 15 à 64 ans.

2. Personnes non citoyennes du pays dans lequel elles résident, apatrides inclus.

3. France hors Mayotte pour la population active.

4. Données 2009 pour la population active.

Source : Eurostat (extraction du 17 octobre 2017).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	-6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	-5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	-5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	-5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	-4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	-4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	-3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	-3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	-2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

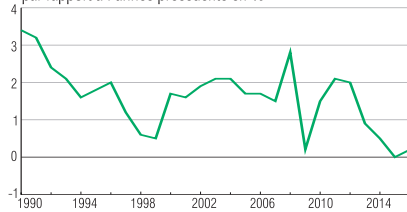
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales